

Sortir du marais écologiste, porter la parole de la grande majorité des salariés et des retraités

Auteur: Bernard Adrian, section de Commercy (Meuse)

Depuis le 1er janvier 2016, la prime d'activité vient compléter, d'un montant mensuel de 132 euros, le revenu des personnes seules travaillant à plein temps pour le SMIC.

Alors que la France, grâce à l'action prépondérante du PCF, a la réputation d'un état "social", alors que le droit de vivre de son travail figure en bonne place dans le préambule de la Constitution de notre République Sociale, nous en sommes arrivés au point où le salaire minimum, en France, ne suffit même pas à subvenir aux besoins d'une personne seule !

Avec le SMIC, c'est évidemment la grande majorité des salaires et des retraites qui a régressé en regard des besoins.

Il est temps de s'interroger : comment avons-nous pu connaître une telle régression ?

Sommaire

=====

1 Dénoncer le "Consommer moins pour revendiquer moins"

2 Unir les salariés et les retraités

2.1 unir pour exiger la satisfaction des besoins

2.2 Les "solutions miracles" risquent d'être des freins plutôt que des moteurs

3 de quel parti avons-nous besoin ?

1 Dénoncer le "Consommer moins pour revendiquer moins"

Jusque dans les années 1970, en promettant le bonheur après la mort en échange de la frugalité, la religion était le principal modérateur des revendications salariales. Ensuite, l'écologie politique a pris le relais. Elle prétend écarter le malheur - l'apocalypse planétaire ou à tout le moins la fin de l'humanité - en nous imposant... la frugalité. S'oublier soi-même pour penser à Dieu, à la planète, ou à une humanité désincarnée, au fond c'est la même chose. Le fait que ce discours soit devenu hégémonique devrait nous inciter, non pas à l'intégrer, mais à le critiquer, sans doute à le déconstruire.

Il n'est pas possible d'affirmer en même temps que nous consommons trop, d'une part, et qu'il faut augmenter les salaires et les retraites, d'autre part. La première affirmation est fausse, la seconde est vraie.

Oui ce sera difficile d'aller à contre-courant, de déconstruire le discours hégémonique sur la prétendue nécessité de réduire la consommation, de combattre le prétendu "productivisme". Si ces discours ont pris le dessus, c'est parce qu'en grande partie ils arrangent les propriétaires des moyens de production.

2 Rassembler les salariés et les retraités

Les salariés représentent 90% de la population active. Pourtant depuis longtemps les salaires (et les retraites) régressent, la protection sociale et les droits des salariés sont attaqués, l'action syndicale est de plus en plus criminalisée. Nous sommes les seuls, au Parlement, à lutter avec constance sur ces points. Notre parti est à l'origine de la plupart de nos conquies sociaux. Pourquoi aller chercher ailleurs notre raison d'être ? Soyons simplement ce qu'attend de nous la population de notre pays : ceux qui défendent et cherchent à développer ces conquies sociaux. Il ne s'agit pas seulement d'améliorer les conditions matérielles d'existence de la grande majorité, il s'agit de lui donner de plus en plus de pouvoir, de reprendre le contrôle de ce qui lui appartient : la protection sociale, de prendre le contrôle de ce qui ne lui appartient pas encore : les moyens de production et la finance. Il s'agit bien d'unir la grande majorité des salariés et des retraités pour leur permettre de prendre le pouvoir.

2.1 unir pour exiger la satisfaction des besoins

- l'augmentation des salaires et des retraites doit être l'axe principal de notre action. Concernant les salaires du secteur privé, il nous faut articuler la nécessité d'augmenter le SMIC, de valoriser les diplômes et les qualifications et d'assurer une progression de carrière. La grande majorité des salariés doit se retrouver dans notre combat.

- droit au CDI,
- suppression des réductions et exonérations de cotisations et de la CSG. Les cotisations sociales sont du salaire, elles n'ont pas à être réduites, modulées ou exonérées,
- arrêt de la casse et développement des services et des statuts publics, créations de poste à hauteur des besoin,
- droits nouveaux pour les Institutions Représentatives du Personnel

2.2 Les "solutions miracles" risquent d'être des freins plutôt que des moteurs

Ne laissons pas croire qu'il suffirait de changer de République ou de sortir de l'euro pour obtenir le changement. Peut-être que nous changerons de République, peut-être que nous sortirons de l'euro, mais la priorité est que les travailleurs reprennent la main. Il n'y a aucun préalable à l'union de la grande majorité des salariés et des retraités pour prendre le pouvoir. Le seul préalable au changement est de mettre le patronat à sa place : il est

minoritaire.

3 de quel parti avons-nous besoin ?

Nous ne pouvons pas être un parti comme les autres. Nous ne sommes pas là pour embrouiller les gens, ni pour avoir plusieurs fers au feu. En tant qu'outil de la classe ouvrière, nous devons avoir une stratégie définie démocratiquement et appliquée par tous. Le fonctionnement en tendances ne convient pas à un parti communiste. Chaque communiste doit contribuer au débat, ceux-ci doivent se dérouler dans la transparence et le respect mutuel. Une fois la décision prise démocratiquement, elle doit être appliquée par tous. Nous devons recréer une vie de parti au plus près des lieux de vie et de travail. Si les communistes doivent faire 100 km aller-retour pour débattre des questions qui leur sont soumises, on en arrive à ce que de plus en plus les votes se fassent sans débat et par correspondance. Ceci est désastreux au point de vue démocratique.

Il nous est arrivé dans la période récente de faire collectivement des choix qui nous ont amenés dans des impasses. Les bouches doivent s'ouvrir. Par exemple, nous avons choisi de soutenir Syriza en Grèce au prix d'une rupture avec les communistes grecs. Ce choix a été une erreur. Reconnaissons-le.

La stratégie Front-de-Gauche a été polluée depuis le début par la tentation de créer un "die Linke" à la française dans laquelle le PCF aurait été transformé en tendance d'un nouveau parti qui unirait la gauche "radicale" et les écologistes. La question va inévitablement re-survenir dans la campagne présidentielle. S'il faut à nouveau avoir ce débat, ne l'esquivons pas. La majorité des communistes, comme probablement une grande partie des français, ne veut pas d'une disparition du PCF. D'une part, nous n'avons rien à craindre à rouvrir ce débat, d'autre part il paraît utile de le trancher à nouveau.